



Brugge

College of Europe
Collège d'Europe



Natolin

dfi

Deutsch-
Französisches
Institut

**Le rôle du tandem franco-allemand dans la relance de l'UE /
The role of the Franco-German tandem in relaunching the EU**
Séminaire International/International Workshop

3 & 4 April 2008

CONCLUSIONS

Avec le soutien de / With the support of
l'Organisation internationale de la Francophonie

Collège d'Europe

Département d'Etudes Politiques et Administratives Européennes
Programme d'Etudes Générales Européennes
En partenariat avec l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg

College of Europe

Department of European Political and Administrative Studies
European General Studies Program
In partnership with the Franco-German Institute of Ludwigsburg

Avant-propos

Les 3 et 4 avril 2008, le Département d'études politiques et administratives européennes et le Programme d'études générales du Collège d'Europe (Bruges) en partenariat avec l'Institut franco-allemand de Ludwigsbourg ont organisé une conférence consacrée au rôle du tandem franco-allemand dans la relance de l'Union européenne. Des personnalités de premier plan issues du monde politique et académique ainsi que des praticiens ont discuté des principaux éléments de l'axe franco-allemand. Cette discussion est intervenue à un moment opportun, à quelques mois du début de la présidence française de l'Union européenne. De surcroît, l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 a marqué une importante transition dans le partenariat franco-allemand, le nouveau gouvernement français cherchant avec des résultats mitigés à trouver un terrain d'entente avec son homologue allemand. Les principaux axes de recherche incluent (de manière non-exhaustive) les changements institutionnels dans l'Europe élargie, la gouvernance économique de l'Union économique et monétaire, ainsi que les perspectives de coopération dans le domaine délicat de la sécurité. Cette publication résume les conclusions des discussions qui ont eu lieu lors de la conférence, mais ne reflète pas nécessairement les vues du Collège d'Europe.

Foreword

On 3 and 4 April 2008 the Department of European Political and Administrative Studies and the European General Studies Programme of the College of Europe (Bruges) in partnership with the Franco-German Institute of Ludwigsbourg hosted the conference "The Role of the Franco-German Tandem in Re-launching the EU". Notable politicians, academics and practitioners were invited to discuss the major issues concerning the future of the Franco-German axis from various perspectives. It was a propitious time to reconsider this relationship in light of the 2008 French presidency of the European Union. In addition, the 2007 election of Nicolas Sarkozy signaled an important transition in the Franco-German partnership as the new French government sought common ground with the Merkel government with varying results. Important concerns include but are not limited to institutional changes in an enlarged Europe, economic governance in a post-EMU world, and the prospects for cooperation in the notoriously difficult area of security. This publication summarizes the conclusions of the discussions that took place, and does not necessarily reflect the views of the College of Europe.

Jeudi, le 3 avril
Débat politique

Le tandem franco-allemand et la présidence française de l'Union européenne

La conférence sur le rôle du tandem franco-allemand dans la relance de l'Union européenne a commencé par un débat sur le thème du tandem franco-allemand et de la future présidence française de l'UE. Pour ce débat le Collège d'Europe a accueilli Peter Altmaier, Secrétaire d'Etat pour les relations avec le Parlement du ministère fédéral de l'Intérieur de l'Allemagne; Andreas Schwab, député européen; Jan Tombinski, Ambassadeur et Représentant permanent de la Pologne auprès de l'UE et Pascale Joannin, Directrice générale de la Fondation Robert Schuman. Le débat fut modéré par le professeur Alfred Grosser.



Le contexte de ce débat est l'existence de problèmes politiques internes de court terme dans les deux pays: en Allemagne du fait de la position que doit prendre la Cour Constitutionnelle sur le Traité de Lisbonne; en France du fait des différences de sensibilités entre les conseillers eurosceptiques et pro-européens du Président. A cela s'ajoutent des questions de moyen terme comme les rapports entre défense européenne et OTAN dans le contexte d'une rentrée de la France dans les structures militaires intégrées, la définition d'une politique européenne d'immigration, la continuation de la réforme de la PAC ou encore les différences sur la question de la gouvernance économique avec la possibilité d'une récession économique à l'horizon. Finalement se posent de grandes questions sur la place de chacun des deux pays et la structure de leurs alliances en Europe, ou encore sur l'attitude de l'Allemagne face à son passé, le rôle des Eglises et de la religion dans une Europe de plus en plus diverse et les possibles alternatives aux rapports Paris-Berlin qui peuvent émerger dans une Europe élargie.

Face à ces défis, il apparaît plus que jamais que la relation franco-allemande est celle d'un mariage de raison fidèle sur la base d'intérêts communs. Ainsi, l'accord entre la France et l'Allemagne n'est plus suffisant pour faire avancer l'UE, mais demeure nécessaire pour la construction européenne. Même si des différences peuvent subsister dans le moyen terme, notamment par rapport à la politique économique et monétaire, les grandes priorités de la présidence

française comme l'immigration ou l'énergie avaient déjà été annoncées par la présidence allemande, et un accord entre les deux pays sur ces dossiers est fort probable. Une relation privilégiée entre les deux pays est aussi nécessaire pour la relance politique, en ratifiant le Traité de Lisbonne en passant par les élections européennes de 2009 et la rénovation des postes politiques cette année-là.

En ce qui concerne le rôle de cette relation dans une Europe élargie, celle-là doit profiter des expériences diverses de chaque membre envers des régions différentes, comme celle de la France en Afrique et de la Pologne en Europe orientale. La France et l'Allemagne doivent aussi comprendre que les petits et nouveaux Etats membres demandent que tout compromis se fasse dans les institutions, évitant les tentations d'aller de l'avant sous forme de directoire.

Vendredi, le 4 avril **Table Ronde**

Le tandem franco-allemand et le leadership de l'Union Européenne

Pendant la Table Ronde réunie le vendredi 4 avril, les participants ont été invités à réfléchir sur les aspects théoriques et analytiques de la notion de leadership, dans la perspective d'encadrer le rôle du tandem franco-allemand dans la définition de la direction présente et future de l'Union européenne. La Table Ronde a vu la participation de William Paterson (Co-éditeur du *Journal of Common Market Studies*), Julie Smith (Vice-Directrice du Centre des Etudes Internationales de l'Université de Cambridge), Sylvie Goulard (Présidente du Mouvement Européen France), et Joachim Schild (Professeur de Science Politique à l'Université de Trèves).

Plusieurs composantes du leadership franco-allemand ont été examinées, à partir de son évolution historique, pour en apprécier le poids absolu et relatif dans l'actuelle architecture européenne. En effet, le potentiel pour un leadership actuel a été considéré à la lumière des rapports de force interinstitutionnels, du *policy-making* dans la 'méthode communautaire' comme dans les nouveaux modes de gouvernance, aussi bien que sous l'aspect de l'élargissement.

Ce qui en ressort est un cadre complexe et fragmenté, où le leadership politique de l'Union européenne se construit par un jeu entre des instances bilatérales et multilatérales. Dans le processus d'intégration, où le leadership s'est partagé entre différents acteurs au fil du temps, la garantie d'un tandem fidèle à soi-même n'a pas toujours été une condition suffisante pour réaliser une 'Union toujours plus étroite': il a fallu, en effet, que le couple se mette à la disposition du projet européen, pour donner son impulsion et rendre le "compromis par procuration" représentatif du sentiment européen.

Or, les évolutions institutionnelles et géographiques de l'Union européenne ont remodelé au fur à mesure les contours d'une relation dans laquelle la personnalité des leaders nationaux a souvent joué un rôle extrêmement important. Aujourd'hui, le tandem doit s'adapter à un scénario où les Etats

Membres ne sont plus les seuls acteurs, mais ils doivent se confronter de plus en plus avec le Parlement. En même temps, l'élargissement crée, lui aussi, de nouvelles géométries de *decision* et *policy-making*: rassembler 27 Etats autour d'une idée commune devient plus difficile, bien que l'Allemagne et la France restent porteuses des enjeux et des intérêts d'une grande partie de l'Europe continentale.

Quel futur pour le leadership? Y aura-t-il un nouvel leadership politique? Si celui-ci prend beaucoup de temps à se former, la nouvelle structure de la gouvernance européenne offre pourtant des instruments nouveaux pour vitaliser le tandem franco-allemand et ouvrir celui-ci à d'autres alliances. Les nouveaux modes de gouvernance et les coopérations renforcées dégagent des opportunités pour la relance de l'Union européenne, qui peut se faire s'il y a une volonté de collaboration dans des politiques spécifiques.

Vendredi, le 4 avril **Groupes de travail**

Panel 1 - Sécurité et Défense **Le tandem franco-allemand et les relations UE/OTAN**

Ce panel a été consacré à l'examen des relations entre l'Union européenne et l'OTAN dans le secteur de la sécurité et de la défense. Sous la présidence du professeur Sven Biscop (chercheur à l'IRRI-Egmont et professeur visiteur au Collège d'Europe), ce panel a permis un échange de vue riche et fructueux entre une représentante d'une organisation internationale (Maïke Tribbels – Ministère allemand des Affaires étrangères, détachée à l'OTAN), un fonctionnaire du Ministère français de la Défense (François Raffenne – chargé de mission à la Délégation aux Affaires Stratégiques) et un professionnel du monde de l'entreprise (Holger Mey – directeur d'*Advanced Concepts* chez EADS).

Les relations entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique sont tout d'abord marquées par un certain recoupement: 21 des 27 Etats Membres de l'Union européenne sont également membres de l'OTAN. Pourtant, les relations entre les deux institutions ont longtemps été conflictuelles au niveau politique et continuent de l'être au niveau opérationnel. Il s'agit donc de considérer ces deux institutions comme des cadres d'action et d'inciter les Etats Membres à davantage de pragmatisme et de décisions au cas par cas en fonction des forces et faiblesses de chaque institution.

Les élections présidentielles en France et aux Etats-Unis ont une influence sur les relations UE-OTAN. D'une part, les candidats américains semblent adopter une attitude plus constructive à l'égard de la politique de défense de l'Union européenne – et ils demandent un partage du fardeau plus équitable en termes de troupes et de matériel (*capabilities*). D'autre part, l'élection de Nicolas Sarkozy en France a relancé le débat sur la réintégration de la France dans les structures militaires intégrées de l'Alliance. Les questions de défense devraient en outre être placées au coeur de la présidence française de l'Union européenne, contribuant ainsi à l'amélioration des relations euro-atlantiques.

Contrairement à de nombreux autres secteurs de la vie européenne, la défense n'est pas un domaine où le moteur franco-allemand joue un rôle prépondérant dans la détermination des politiques, en raison de l'hétérogénéité des budgets, des moyens humains et matériels, ainsi que du poids persistant de l'histoire. A bien des égards, la relation franco-britannique importe davantage, comme en témoigne le sommet historique de Saint-Malo en décembre 1998, qui marque le véritable lancement de la politique européenne de sécurité et de défense.

Pourtant, le moteur franco-allemand a trouvé un champ d'application dans l'industrie de défense, avec la constitution du groupe EADS. Paradoxalement, l'intégration industrielle est à présent bien plus poussée que la coopération politique: l'entreprise est certes européenne mais les clients demeurent résolument nationaux, animés à ce titre par des préoccupations nationales, voire locales (localisation de l'emploi, spécialisation technologique). La création de l'Agence européenne de défense est un premier pas vers une mise en commun des ressources, mais ses moyens dérisoires ne lui permettent pas de remplir ses missions. Une coopération européenne, voire euro-atlantique est ainsi nécessaire sur des projets concrets (défense navale, cyberdéfense, lutte contre les pandémies): certains équipements peu sensibles pourraient notamment ainsi être mis à la disposition des organisations internationales. Ceci implique néanmoins une très forte volonté politique.

Panel 2 - Fonctionnement de l'Union européenne Le tandem franco-allemand dans une Union élargie

Le panel concernant le fonctionnement de l'Union européenne a été consacré à la question de la gouvernance européenne actuelle et des perspectives, pour le tandem franco-allemand, dans une Union élargie qui est en train de changer la forme et les contours de son projet grâce au nouveau Traité de Lisbonne et à la discussion sur le budget européen. Les participants ont été invités par le président, Jörg Monar (Chaire d'Excellence Marie Curie, Institut d'Études Politiques de Strasbourg), à se concentrer sur les aspects les plus saillants: le risque de marginalisation du couple franco-allemand, ainsi que le consensus de la France et de l'Allemagne sur le fait que le nouveau Traité sera capable d'assurer le fonctionnement de l'Union ainsi élargie. Les intervenants de ce panel étaient Olivier Costa (Chargé de Recherche, Centre National de la Recherche Scientifique), Daniel Krebber (CivCom Counsellor, Représentation Permanente de l'Allemagne auprès de l'UE), Daniela Schwarzer (Chercheuse, Institut Allemand pour les Affaires Internationales et de Sécurité), et Douglas Webber (Professeur de Science Politique, INSEAD).

La structure institutionnelle actuelle a été mise en perspective à la lumière des changements successifs intervenus avec les différents Traités. Les points de vue français et allemand se sont toujours démontrés très importants dans la définition de la forme à donner à la gouvernance européenne. Toutefois, il ne faut pas tomber dans le piège de tout analyser à la lumière du couple franco-allemand. En outre, le couple montre aujourd'hui une efficacité réduite dans la possibilité d'influencer les décisions institutionnelles. La mise en œuvre du

Traité de Lisbonne clarifiera les défis et les opportunités ouverts au tandem, qui dépendront du choix des personnalités en charge des nouvelles fonctions prévues.

Si l'on regarde le fonctionnement de l'Union européenne, un aspect important mérite d'être souligné: bien que les Etats Membres restent toujours une force importante pour guider l'intégration européenne, d'autres institutions évoluent dans leur capacité à influencer le projet européen. Le rôle accru du Parlement, tel qu'il s'est dessiné dans les Traités par le passage à un système proto-parlementaire, résultat d'une tension continue entre l'idéal français et l'idéal allemand, pose des défis majeurs au tandem dans l'exercice de son leadership politique. Deuxièmement, les parlements nationaux acquièrent, surtout avec le Traité de Lisbonne, des compétences accrues, en devenant eux-mêmes acteurs du processus décisionnel et non plus seulement spectateurs. A ce titre, la coopération parlementaire déjà existante entre la France et l'Allemagne en vertu du Traité de l'Elysée, pourrait constituer un exemple pour favoriser des rapports institutionnels horizontaux entre Etats Membres, en complément du lien vertical entre les parlements nationaux et l'Union européenne.

Ce dernier élément, de coopération parlementaire, nous montre aussi un autre aspect qui devient de plus en plus typique du *policy-making* au niveau bilatéral et multilatéral européen: les Etats Membres, France et Allemagne comprises, deviennent de plus en plus pragmatiques, et les véritables avancées sont faites par le biais d'une coopération moins institutionnalisée. Le choix de la cession de compétences à l'Union européenne engendre de plus en plus une discussion sur la souveraineté nationale, faute de quoi les Etats Membres se montrent réticents à laisser libre cours à l'action communautaire.

D'ailleurs, les enceintes parlementaires ainsi que, d'ailleurs, les services administratifs deviennent des lieux de discussion. Ceci est le cas, par exemple, de la discussion sur le budget européen, où malheureusement la confrontation au niveau des services n'a pas encore rejoint le *high politics*.

En dépit des changements de la gouvernance européenne, le tandem franco-allemand reste-t-il encore un centre de gravité? Est-ce que le couple a su s'adapter à l'entrée dans le jeu de nouveaux acteurs et *stakeholders*, porteurs d'exigences nationales (nouveaux Etats Membres) et européennes (Parlement Européen)? S'il est difficile de répondre à ces questions, les éléments présentés et discutés témoignent d'un rôle réduit du tandem, qui reste toutefois une condition de bonne réussite. Le *policy-making* derrière les portes fermées du Conseil, doit encore souvent faire confiance au compromis franco-allemand.

Panel 3 - Politique économique et monétaire Vers un gouvernement économique?

Le panel a discuté des positions de la France et l'Allemagne sur la politique monétaire et la gouvernance économique et des perspectives d'une direction franco-allemande de l'UE renouvelée. Ont participé à ce panel Wolfgang

Wessels (Chaire Jean Monnet, Université de Cologne), Kenneth Dyson (Professeur, Université de Cardiff), Stefan Huemer (Economiste Principal pour les Relations Internationales et Européennes, Banque Centrale Européenne), Jean-Marc Trouille (Jean Monnet Chair EU Business and Industrial Policy, Université de Bradford), et Sebastian Dullien (Professeur d'Economie internationale, Université des Sciences Appliquées de Berlin).

Trois sujets principaux ont été abordés: les attitudes face à l'euro et à la politique monétaire, la gouvernance économique face à l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et la politique industrielle. A propos de l'euro, la problématique principale est sa viabilité face aux chocs asymétriques qui continuent de menacer la cohésion de l'Eurozone et la tentation pour certains pays de récupérer leurs monnaies nationales pour pouvoir faire usage de la politique monétaire face à des crises éventuelles. Les panélistes ont donc discuté sur si une plus grande convergence des tendances macro-économiques rendant les chocs asymétriques plus rares et moins intenses est prévisible dans l'Eurozone. Il a été dit qu'un choc frappant violemment un pays comme l'Espagne peut avoir lieu dans le court terme, rendant la politique monétaire européenne, euro inclus, non viable dans ce pays tant que des mesures de politique fiscale ne seront pas prises. Cependant, cet argument est contredit par ceux qui misent sur les effets positifs de l'euro, au sens où dans une zone monétaire commune les déséquilibres de la balance des paiements d'un pays sont plus soutenables si la zone est globalement en équilibre.

Si la question de la viabilité de l'euro a créé un débat important, il y a eu un consensus général sur la gouvernance économique. Ni l'indépendance de la BCE ni l'importance de la stabilité des prix ne furent remises en question, car l'inflation devient préoccupante à nouveau. Le contenu concret de la demande française d'une *gouvernance économique* n'a jamais été précisé. En fait, une certaine forme de gouvernance économique existe déjà en Europe, dans la formation ECOFIN du Conseil de l'UE et de l'Eurogroupe. Les panélistes ont aussi été d'accord sur le besoin d'une gouvernance économique au niveau global.

Finalement, le fait que la France et l'Allemagne soient l'un pour l'autre le principal partenaire commercial depuis plus de 20 ans n'empêche pas une méfiance croissante entre eux. Cela est à l'origine d'une tendance générale en Europe à favoriser des champions nationaux, qui provoque une concurrence entre pays plutôt qu'entre entreprises.

Le rôle de l'axe franco-allemand dans l'intégration monétaire s'est transformé, de la même façon qu'il s'est transformé dans la construction européenne. A nouveau, il doit s'adapter à une situation nouvelle, puisque son rôle dans le maintien de l'Union économique et monétaire est forcément différent de son rôle dans la construction de celle-ci. Dans le contexte actuel de divergence économique persistante entre Etats Membres, l'importance future de l'axe franco-allemand est mise en question.

Thursday, 3 April
Political debate

The Franco-German tandem and the French presidency of the European Union

The conference on the role of the Franco-German partnership in re-launching the EU started with a debate on the Franco-German tandem and the incoming French presidency of the EU. For this debate the College welcomed Peter Altmeier (Parliamentary Secretary, German Federal Ministry of the Interior), Andreas Schwab (member of the European Parliament), Jan Tombinski (Ambassador and Permanent Representative of Poland to the European Union), and Pascale Joannin (General Director of the Robert Schuman Foundation). The debate was moderated by Professor Alfred Grosser.



The debate contextualised the relationship in terms of their respective short-term domestic political problems: in Germany, the position the Constitutional Court may take on the Lisbon Treaty, and in France, the disagreements between euro-sceptics and euro-enthusiasts within the President's team. Some medium-term problems that also come into play include: the relationship between European defence schemes and NATO in the context of France's eventual re-entry into NATO's military structures; defining European migration policies; ongoing CAP reform; and disagreement on economic governance, with a possible recession on the horizon. Finally, critical questions remain on the respective position of both countries on important issues and the alliances they have formed in Europe. Among the most relevant concerns are Germany's attitude towards its past, the role of churches and religion in an increasingly diversified Europe, and the possible alternatives to the Paris-Berlin axis that may arise in an enlarged Europe.

Given these challenges, it is clearer than ever that France and Germany are in a marriage of convenience that remains faithful due to common interests. Thus, while agreement between France and Germany is no longer sufficient for leading the EU, it remains necessary for European integration. Although important differences persist concerning some medium-term issues, notably economic and monetary policy, some of the main priorities of the French presidency, like immigration and energy policy, had already been announced by

the German presidency, and common positions on these subjects are likely. A friendly relationship between both countries is necessary ahead of the ratification of the Lisbon Treaty, as well as for the European Parliament elections and the nomination of key political posts.

As far as the role of this relationship in an enlarged Europe is concerned, the EU should turn into an advantage the diverse historical experiences of the Member States in different regions (such as France in Africa or Poland in Eastern Europe). For the smaller and new Member States, it is essential that France and Germany pursue integration within the context of EU institutions and not make decisions bilaterally and expect the rest of the EU to follow.

Friday, 4 April Round table

The Franco-German tandem and the leadership of the European Union

During the round table of Friday, 4 April, participants were invited to reflect on the notion of leadership, specifically the role of the Franco-German tandem in defining the direction of the European Union. The speakers were William Paterson (Co-editor of the Journal of Common Market Studies), Julie Smith (Vice-Director of the Centre for International Studies of Cambridge University), Sylvie Goulard (President of Mouvement Européen France), and Joachim Schild (Professor of Political Science at Trier University).

The discussion started with a consideration of the historical evolution of the Franco-German axis, putting into context the absolute and relative weights of the pair within the current European architecture. The panellists then examined how the Franco-German partnership interacts with other EU institutions, how it affects and is affected by different policy contexts ranging from the “community method” to newer forms of governance, and its role within an enlarged EU.

What emerges is a complex and fragmented framework in which political leadership of the European Union is forged through both bilateral and multilateral relations. Leadership has been shared between different actors throughout the integration process. Although a successful bilateral relationship between France and Germany has not always guaranteed an ‘ever closer Union’, their willingness to actively engage in European integration has been essential, as often it was the only way to construct a compromise among the various stakeholders.

Moreover, the institutional and geographical evolution of the European Union have greatly shaped the *contour* of a relationship in which, more often than not, the personality of the leaders has been paramount. But the pair now needs to adapt to a new scenario. For example, Member States are no longer the only prominent actors: the launch of any European project now requires the involvement of the European Parliament. Moreover, the enlargement process creates both new opportunities and challenges for the partnership, as it

changes the decision and policy-making processes. Finding a consensus/compromise among 27 Member States has already proven to be very difficult, despite the fact the France and Germany are still representative of the interests of many countries in continental Europe.

What are the future prospects? Will we see a new political leadership emerge? Such a transition can take a very long time, but the new structure of European governance potentially can revitalise the Franco-German tandem, as well as open it up to new alliances. The new modes of governance and methods of enhanced cooperation are a case in point, as the European Union experiments with various methods to rejuvenate the integration process.

Friday, 4 April Working Groups

Working group 1 - Security and Defence The Franco-German tandem and EU-NATO relations

This panel was dedicated to the analysis of EU-NATO relations in the field of security and defence. Chaired by Prof. Sven Biscop (Egmont-Royal Institute for International Relations and Visiting Professor at the College of Europe), this panel allowed for a rich and fruitful debate among representatives from NATO (Maïke Tribbels – German Ministry for Foreign Affairs), the French Ministry for Defence (François Raffenne – Delegation for Strategic Affairs) and from the industry (Holger Mey – director of *Advanced concepts*, EADS).

EU-NATO relations are first and foremost characterised by a convergence in their membership: 21 of the current 27 EU members are also NATO members. However, relations between the two institutions have long been confrontational on a political level, and they remain confrontational from an operational perspective. It is therefore of the utmost importance to regard both institutions as mere frameworks for action and to call for more pragmatism and case-by-case decisions based on the strengths and weaknesses of both institutions.

The presidential elections in France and in the United States will deeply impact EU-NATO relations. On the one hand, the American candidates for the nomination seem to have accepted the idea of a stronger European Security and Defence Policy – and they even call for more fairness in the burden-sharing. On the other hand, the election of Nicolas Sarkozy in France re-launched the debate over France's full reintegration into NATO's military command structures. Furthermore, defence issues and the improvement of transatlantic relations are a priority of the upcoming French presidency of the European Union.

Contrary to many other areas, defence is not a sector where the Franco-German engine plays a decisive role in the determination of policies, mainly due to the heterogeneity of budgetary constraints and military capabilities due to a certain historical atavism on the German side. In many ways, the Franco-British axis matters more, as became obvious with the December 1998 Saint-Malo Summit, which launched the European Security and Defence Policy.

Nevertheless, the Franco-German engine found an embodiment in the defence industry, with the creation of the European Aeronautic Defence and Space company (EADS). Paradoxically, industrial integration today is much more advanced than political cooperation: EADS may well be a European company, but its customers remain Member States, which seek to promote their national and sometimes even local interests (workshare, technological specialisation). The creation of the European Defence Agency is a first step towards more pooling of resources, but its very limited budget does not allow the EDA to fulfil its ambitious missions. It is therefore necessary to foster cooperation on specific projects such as naval defence, cyberdefence or the fight against pandemics. In order to foster European and transatlantic cooperation, less sensitive equipments and capabilities could be put at the disposal of relevant international organisations. This however implies a very strong political commitment.

Working group 2 - Functioning of the EU **The Franco-German Tandem in an Enlarged Union**

This panel addressed the question of European governance, specifically the future prospects for the Franco-German tandem in an enlarged Union in light of the Lisbon Treaty and upcoming budgetary negotiations. The participants included Jörg Monar (EU Marie Curie Chair of Excellence, Robert Schuman University, Strasbourg), Olivier Costa (Senior Research Fellow, Centre nationale de la recherche scientifique), Daniel Krebber (CivCom Counsellor, Permanent Representation of Germany to the European Union), Daniela Schwarzer (Researcher, German Institute for International and Security Affairs), and Douglas Webber (Professor of Political Science, INSEAD).

While the Franco-German partnership may become marginalised in the future, their consensus regarding the Lisbon Treaty helped create a foundation for the smooth functioning of the enlarged Union. Indeed, the views of France and Germany have always had an important impact on the structure of European governance, as evidenced by an analysis of the successive Treaty changes. However, one should avoid analysing everything through the prism of the Franco-German tandem, particularly since it has exerted less influence in recent years. The implementation of the Lisbon Treaty will clarify the opportunities and challenges that lie ahead for the pair.

In terms of the functioning of the European Union, other institutions have become increasingly important in the decision- and policy-making processes. Although Member States remain a significant driving force, they operate within a different environment. First of all, the role of the European Parliament has changed dramatically through the years, an evolution which itself exhibits some of the tensions between the French and the German ideas. Today, we are evolving towards a proto-parliamentary system, which poses major problems to the pair's ability to exert political leadership. Secondly, national parliaments have seen their role increase, particularly within the Lisbon Treaty. In this respect, parliamentary cooperation between France and Germany (foreseen by

the Elysée Treaty) constitutes an example of how to foster horizontal relations, which could be a complement to the reinforced vertical relations between the Union and the national parliaments.

Parliamentary cooperation on a bilateral and multilateral level exhibits greater pragmatism, not only from France and Germany but also the other Member States. Changing conceptions of the EU project have been reflected in the implementation of policies in a manner that is less institutionalised. As the transfer of competences to the EU is increasingly intertwined with sovereignty issues, the political will of Member States has declined, resulting in more modest results from EU programmes. Moreover, national parliaments and administrations are becoming more and more important as *loci* for discussion of the European Union's projects. There is much talk, for instance, on the future budget of the EU. However, the confrontation has not yet reached the 'high politics' level.

The question to be addressed is whether, despite all changes in the European governance structure, the Franco-German tandem still remains a 'gravity centre'. Has the duo been able to adapt itself to the appearance of new actors and stakeholders, which bring on the EU stage different national (new Member States) and European (European Parliament) interests? Though it is difficult to answer these questions, the interventions and the discussion within the panel suggest that the role of the Franco-German engine has been reduced, although it is still needed in many areas of EU integration and cooperation. In particular, the Council's 'behind closed doors' policy-making style means that Franco-German agreement is needed to be successful.

Working group 3 - Economic and Monetary Policy Towards a *gouvernement économique*?

This panel considered France and Germany's respective positions towards monetary policy and economic governance and the prospects for renewed Franco-German leadership. Participants included Wolfgang Wessels (Jean Monnet Chair in European Affairs, University of Cologne), Kenneth Dyson (Professor, University of Cardiff), Stefan Huemer (Principal Economist in International and European Relations, European Central Bank), Jean-Marc Trouille (Jean Monnet Chair in EU Business and Industrial Policy, Bradford University), and Sebastian Dullien (Professor of International Economics, University of Applied Sciences, Berlin).

Three topics in particular were addressed: attitudes towards the euro and monetary policy, economic governance versus the independence of the ECB and industrial policy. On the euro, the main concern is its sustainability. Asymmetric shocks continue to threaten Eurozone cohesion, and some participants felt that certain countries may be tempted to revert back their national currencies in order to be able to use national monetary policy to counter economic shocks. The discussion then considered the prospect of greater convergence of macro-economic trends in the Eurozone that would make asymmetric shocks shorter and less intense. It was argued that a violent

shock might happen in the short term in countries like Spain, making the euro unsustainable there without the use of fiscal policy as a counterbalancing force. However, this argument contrasted with one stating the virtuous effects of the euro, and that in a common currency area, current account developments must be considered from an area-wide angle (rather than a country-specific perspective).

While the sustainability of the euro provoked much debate, a general consensus emerged on the subject of economic governance. Specifically, neither the independence of the ECB nor the importance of price stability was seriously questioned, as concerns about inflation have returned. What the French demands for a *gouvernement économique* would actually entail has never been precisely defined. Indeed, a form of economic governance is already in place in Europe in the form of the ECOFIN Council and the Eurogroup. In addition, the need for economic governance at the global level was also discussed.

Finally, even though France and Germany have been each other's main trade partners for more than 20 years now, mistrust seems to be high at this moment in both countries. These perceptions tend to provoke a general tendency to build national champions in Europe (not only in France and Germany), leading to economic competition among nations rather than among companies.

The role of the Franco-German axis has varied over the years in monetary integration, just as it has in European integration. Once again it must adapt to a new situation, as its role in the maintenance of EMU is necessarily different than its role in its construction. In the current context of an enlarged EU and persistent economic divergence among Member States, its future relevance is in question.